



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

N° 2013-0570

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société GDE
de régulariser sa situation administrative pour les installations industrielles
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BELLEVILLE
en lieu et place de l'ex-société RECYLUX France
et les suspendant jusqu'à la décision
relative à la demande d'autorisation de changement d'exploitant**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National de Mérite

Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-2, L. 514-3, L. 541-22, R. 516-1 et R. 543-162 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-321 du 27 juin 2006 autorisant la société RECYLUX FRANCE à exploiter des installations de collecte et recyclage de ferrailles et de métaux ferreux, et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de BELLEVILLE et portant agrément de cet exploitant pour la dépollution de ces VHU ;

Vu la demande d'autorisation de changement d'exploitant formulée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT au Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 17 décembre 2012 ;

Vu la lettre référencée PP/CJ/NW/1082/2012 adressée par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT le 14 janvier 2013 pour lui rappeler les obligations faites par l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'agrément « centre VHU » présentée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT en vertu des articles L. 541-22 et R. 543-162 du code de l'environnement et transmise par le Préfet de Meurthe-et-Moselle à l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine le 23 janvier 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine référencé CJ/212/2013 du 18 mars 2013 ;

Considérant que la demande d'autorisation de changement d'exploitant formulée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT doit être accompagnée des différents documents établissant ses capacités techniques et financières ainsi que justifiant le montant des garanties financières à constituer en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les éléments présentés par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dans sa demande d'autorisation de changement d'exploitant sont incomplets, notamment le calcul du montant des garanties financières qui n'est pas suffisamment justifié ;

Considérant que de fait, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT n'est pas autorisée à exploiter des installations de collecte et recyclage de ferrailles et de métaux ferreux, et de démantèlement de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de BELLEVILLE ;

Considérant que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT n'est pas en outre agréée pour le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU) comme le requièrent les articles L. 541-22 et R. 543-162 du code de l'environnement ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée de l'arrêté

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE), dont le siège social est situé route de Lorguichon à ROCQUANCOURT (14540), est mise en demeure, en vue d'être autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de collecte et recyclage de ferrailles et de métaux ferreux, et de démantèlement de véhicules hors d'usage (VHU) situées au 37 rue Prosper Cabirol à BELLEVILLE, de régulariser sa situation administrative en transmettant au Préfet et à l'inspection des installations, **dans le délai maximal de quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté**, les éléments permettant de justifier le calcul du montant des garanties financières dont la constitution est imposée par l'article R. 516-1 du code de l'environnement, en particulier des coûts des opérations suivantes : le contrôle des effets de l'installation sur l'environnement, le gardiennage du site et la gestion des déchets en fonction de leur quantité maximale stockée sur le site.

Article 2 : Suspension d'activités

Jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation de changement d'exploitant imposée par l'article R. 516-1 du code de l'environnement et l'obtention de l'agrément « centre VHU » prévu aux articles L. 541-22 et R. 543-162 du même code, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT doit suspendre ses activités de récupération, dépollution et démantèlement de véhicules hors d'usage (VHU) sur son site de BELLEVILLE désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté.

A cet effet, il lui est interdit de réceptionner des VHU.

Article 3 : Préservation des intérêts des salariés

Pendant la durée de la suspension des activités visées à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant désigné à ce même article est tenu, en application de l'article L. 512-3 du code de l'environnement, d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 4 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer aux présentes mesures, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-2 du code de l'environnement.

Article 5

En application de l'article L 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déferée par l'exploitant à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nancy) dans un délai de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

au directeur de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

et dont une copie sera adressée à :

au Maire de BELLEVILLE .

NANCY, le 18 JUIN 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

1977-1978

1979-1980
1981-1982
1983-1984